

Chambre des communes, j'aimerais rendre son Noël un peu plus joyeux en lui annonçant qu'une décision favorable a été prise et que les modalités en seront annoncées prochainement.

M. Howard: Monsieur l'Orateur, au nom de la population de Prince Rupert, je remercie le ministre de ce cadeau de Noël.

LES TRAVAUX D'HIVER

LA CONTINUATION DU PROGRAMME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je demanderais au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration s'il peut répondre à la question posée avant-hier au sujet du programme des travaux d'hiver dans les municipalités.

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'ignore le sort réservé à ce programme l'an prochain. Le cabinet devra prendre une décision. Je pense que le programme sera révisé ou abandonné.

[Français]

L'IMPÔT SUR LE REVENU

ON DEMANDE DE HAUSSER LES EXEMPTIONS PERSONNELLES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérald Laniel (Beauharnois-Salaberry): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à l'honorable ministre des Finances et Receveur général.

Maintenant que le bill C-251 a consacré le principe du revenu minimum garanti, l'honorable ministre n'est-il pas d'avis que la loi de l'impôt sur le revenu des particuliers devrait être modifiée en vue d'augmenter les exemptions personnelles à \$1260 au lieu de \$1000, traitant ainsi tous les Canadiens sur un même pied?

M. l'Orateur: La question de l'honorable député est de nature très générale et je ne crois vraiment pas qu'elle puisse être posée maintenant.

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Auguste Choquette (Lotbinière): Monsieur le président, je vais poser ma question aussi vite que possible, parce que mon collègue de Vancouver-Quadra (M. Deachman) a aussi une question très urgente.

Je désire poser ma question au très honorable premier ministre et, puisque c'est le dernier jour de la session, je voudrais lui présenter mes meilleurs vœux et le saluer, au seul de 1967, comme le père d'un nouveau Canada.

M. l'Orateur: A l'ordre! Je rappelle à l'honorable député que, particulièrement le mercredi, nous n'avons que quelques minutes à notre disposition.

M. Choquette: Je serai très bref, monsieur le président.

[Traduction]

Voici ma question. Je demanderais au premier ministre si le gouvernement est disposé à donner suite à la recommandation du comité du crédit aux consommateurs en créant un ministère de la Consommation.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous examinons minutieusement les importantes recommandations de ce comité, y compris celle qu'a mentionnée mon honorable ami.

QUESTIONS OUVRIÈRES

L'ÎLE BELL (T.-N.)—DEMANDE D'AIDE POUR LES MINEURS EN CHÔMAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je ne sais à qui poser ma question. Le ministre du Travail voudra peut-être y répondre. Il s'agit de l'île Bell, où 8,000 Canadiens sont dans une situation difficile, dont un bon nombre presque dans la misère, à l'approche de Noël. Cet état de choses dure depuis plusieurs mois déjà. Quelles mesures d'urgence le gouvernement entend-il prendre? Va-t-il offrir à ces gens du secours sous forme de subvention fédérale? Qu'entend-il faire pour que les centaines de personnes en chômage de la région soient traitées sur le même pied que les autres Canadiens?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, les mesures à prendre directement dans ce cas-là relèvent, je pense, du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Mon collègue, qui est ici, est peut-être en mesure de répondre à la question aujourd'hui.

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, nous prenons à l'île Bell les mêmes mesures que partout ailleurs au pays; nous essayons d'aider ces travailleurs. Nous sommes prêts à leur accorder des allocations afin qu'ils puissent trouver du travail ailleurs.